

Bulletin d'histoire politique

Questions de méthode

Yves Tremblay



Volume 18, numéro 1, automne 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054782ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054782ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tremblay, Y. (2009). Questions de méthode. *Bulletin d'histoire politique*, 18(1), 247–261. <https://doi.org/10.7202/1054782ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2009

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Chronique d'histoire militaire

Questions de méthode

YVES TREMBLAY

Historien

Direction Histoire et Patrimoine,

Ministère de la Défense nationale du Canada

La méthode historique triomphe des Waffen-SS

Dans l'historiographie de cette armée politique, on trouve beaucoup de productions médiocres et biaisées, où des auteurs pas trop fiables exaltent les faits d'armes de l'armée nazie par excellence, passant trop souvent sous silence sa cruauté et ses crimes. L'énorme thèse de Leleu rend toute cette historiographie caduque. L'ouvrage a pour titre : *La Waffen-SS, soldats politiques en guerre*.

Il est impossible de faire justice à ce livre extraordinaire dans le cadre d'une chronique. Toutefois, la rigueur méthodologique et la maîtrise de la science historique dont fait preuve Leleu sur un sujet pourtant honni – on imagine le mal que Leleu a dû éprouver pour faire accepter son choix de thèse – mérite quelques remarques, car ses procédés sont transposables à d'autres objets, y compris à une analyse systématique du phénomène militaire au Canada et au Québec.

Les pages où il pose le problème sont un modèle du genre. Cela passe évidemment par l'analyse de l'historiographie pertinente. Il faut d'abord écarter à peu près totalement la littérature commerciale qui « s'est emparée avec délice de ce sujet sulfureux, contribuant à nourrir et à propager le mythe d'une troupe d'élite supérieurement entraînée, à grand renfort de photographies éditées par la propagande de l'époque »¹.

Leleu identifie deux genres principaux de monographies utiles. D'abord, celles qui sont commanditées par les anciens SS, parce qu'elles regorgent d'informations « à ne pas négliger » (du même souffle, il ajoute que l'esprit critique leur fait « logiquement défaut »²). Ensuite, les rares monographies de qualité universitaire, même si elles sont trop cantonnées à des secteurs étroits, souvent une seule formation SS, car on trouve là une approche « novatrice ». Par exemple, on a récemment compris que la Waffen-SS, malgré sa finalité combative, a été, était et devait être avant, pendant et après une guerre remportée par les nazis, un instrument du parti, que les soldats de la SS étaient par conséquent des soldats politiques, peu importe leur place au front ou derrière. Cependant, comme les universitaires démontrant cette thèse ont surtout examiné les services dépendant de Himmler, leurs recherches produisent une vue d'en haut.

Entre cette vue d'en haut et la multitude des histoires d'unités, on a ainsi négligé de poser un regard sociologique sur l'ensemble de la population des Waffen-SS. Il faut rétablir l'équilibre et voir la Waffen-SS dans sa totalité, et c'est seulement après que l'on pourra décider, notamment, des différences entre les soldats SS et les autres. En une phrase, le problème est « dès lors de déterminer si (et en quoi) la Waffen-SS a représenté une entité spécifique au sein des forces armées allemandes »³.

Une démarche par thèmes, vu l'ampleur du sujet, s'impose, chaque thématique contribuant à éclairer un aspect du problème principal, à savoir les thématiques suivantes : i) qui étaient les hommes recrutés ; ii) comment ont-ils été préparés ; iii) comment ces soldats politiques ont-ils été conditionnés ; iv) à quoi les a-t-on véritablement employés ; et v) quels fut leur comportement réel durant leurs missions ?

Il n'y a aucune surprise dans la méthode de Leleu, et d'ailleurs notre auteur n'a aucune prétention à cet égard, mais son acharnement à la découverte dans les sources primaires doit être louangé. Si la méthode qu'il pratique n'est pas originale – c'est tout simplement la meilleure méthode enseignée dans l'université française, celle de l'histoire sociale – elle est appliquée avec génie. Sa grille d'analyse, si l'on me permet cette détestable expression, est celle qu'on pourrait utiliser dans l'étude de n'importe lequel grand groupe de la société (800 000 individus dans son cas).

On découvrira en particulier, et c'est l'un des points les plus destructeurs du mythe SS, que la compétence tactique des Waffen-SS n'était pas aussi universelle que ses thuriféraires l'avancent, que cette compétence lui vient plus souvent qu'autrement d'une aide reçue de l'armée régulière allemande (donc de la « tradition prussienne »). Puisque l'on sait aussi que le recrutement et le conditionnement psychologique fournissent des recrues de qualité aux SS, jusqu'au milieu de 1944, alors que l'armée régulière et les troupes aéroportées sont déjà à bout de souffle, on comprend que les résultats tactiques de *certaines* unités SS puissent être remarqua-

bles. Mais dans d'autres unités, les jeunes SS laissés à eux-mêmes se font massacrer faute de formation tactique suffisante. En somme, les « surhommes » de Hitler n'étaient pas les soldats que représentaient la propagande hitlérienne et l'histoire populaire depuis. Qui plus est, à l'hiver 1944-1945, comme dans l'armée « ordinaire », le moral décline, puis s'effondre, cela pour des raisons sensiblement identiques chez les SS et les soldats réguliers : élimination des meilleurs cadres durant les meurtrières campagnes de 1944 sur les fronts Est et Ouest, recrues maintenant trop jeunes, disproportion d'étrangers, y compris de non-germanophones, usure du matériel roulant, manque de carburant et absence d'appui aérien.

Pour des raisons pratiques, Leleu a choisi de focaliser son attention sur cette partie de la Waffen-SS qui a opéré en Europe de l'Ouest entre 1940 et 1944, environ un tiers de l'effectif de la branche militaire de la SS. On peut comprendre qu'étant donné la masse documentaire, il fallait opérer un choix⁵, mais Leleu courrait ainsi le risque de donner une perception faussée des Waffen-SS, car après tout les SS se sont plus battus sur le front Est (en Italie aussi), où d'ailleurs ils ont commis les plus graves de leurs exactions. Néanmoins, Leleu entre tellement profondément dans le sujet qu'il parvient à démonter les mécanismes idéologiques et psychologiques à l'origine de la « mentalité SS », si bien qu'on doit concéder en fin de lecture que le choix initial est justifié, que les échantillonnages plus fins cités dans le corps du livre sont acceptables, et que le portrait global dressé des Waffen SS est sans doute valable quelque soient les régions où les légions noires ont sévi.

Cette petite restriction mise à part, Leleu atteint la perfection, au sens où un historien peut l'atteindre. Il faudra longtemps avant que cette œuvre convaincante soit non pas dépassée, mais même approchée. Pour détruire le mythe SS encore très vivace, il fallait disséquer la machine avec le plus froid des instruments : le regard objectif et implacable de l'historien social.

* * *

Je suis absolument convaincu que la méthode de Leleu est transposable à une étude en profondeur du soldat québécois du xx^e siècle, du soldat volontaire et des conscrits également. On sait que les sources existent – en fait, les sources canadiennes sont plus complètes que les sources employées par Leleu. Il faut d'abord dénombrer avec précision et ensuite échantillonner. Il faut également suivre des cohortes dans la durée, ce qui est difficilement réalisable lorsque l'on a à analyser 200 000 ou 300 000 cas individuels (les dossiers militaires canadiens-français de la guerre des Boers à celle de Corée), et autant que possible faire des liens avec l'avant, donc le milieu familial, religieux, etc. On pourra également explorer la psychologie du combattant, même si les soldats peu militaires d'une démocratie occidentale ne peuvent être comparés aux Waffen-SS.

Mais l'important est que la méthode s'importe et que l'acharnement à explorer les sources primaires peut être imité. D'ailleurs, cela a été fait par Jean-Pierre Gagnon dans son étude sociohistorique du 22^e régiment de 1914-1918 (PUL, 1986). Gagnon s'est lui aussi heurté à l'immensité documentaire. Cependant, sa méthode d'échantillonnage – choisir les soldats d'un seul régiment – peut-être une solution inévitable à son époque, n'était pas sans danger. Le nombre de dossiers qu'il analysait était certes important, quelque 5 000 cas, mais fatalement ces conclusions sont valables surtout pour des fantassins servant en français dans l'unique bataillon francophone du temps. Or il y avait peut-être 35 000 Canadiens français dans le Corps expéditionnaire canadien. Les autres servaient donc dans des régiments anglophones, et pas tous dans l'infanterie. On ne sait rien sur eux. Et si Gagnon tente de localiser dans l'espace le recrutement du 22^e, il remonte finalement assez peu en amont et ne nous dit rien sur l'aval. Et bien entendu, le nombre de soldats est autrement plus important en 1939-1945, et la proportion de fantassins plus réduite.

Je pense donc qu'on aurait tort de généraliser à partir de l'étude brillante de Gagnon. Il faut un autre type d'échantillon. De plus, Gagnon a fait sa thèse à un moment où l'histoire sociale telle qu'il la comprenait se limitait aux caractéristiques « socioprofessionnelles ». Or, comme c'est apparent chez Leleu, on peut aller plus loin, puisque les sources ne sont pas que statistiques; elles sont très fortes en notations qualitatives de toutes les sortes (dossier médical, cours suivis, etc.). Et on peut assurément étendre la durée, car depuis Gagnon, des recensements nominatifs sont disponibles jusqu'à 1911, et sous certaines réserves, les chercheurs peuvent même se rendre à 1941. Depuis Gagnon également, le nombre de Mémoires et de correspondances publiés a augmenté exponentiellement, et il est maintenant possible de faire ce que Gagnon ne pouvait que rêver: analyser les motivations individuelles du simple soldat. Et Gagnon ne pouvait à peu près pas dépasser le cas de l'officier, ce qui n'est plus vrai aujourd'hui. Et je ne parle pas de la facilité que procurent aujourd'hui les progrès en informatique.

Bref, un gros programme de recherches bien subventionné s'impose. Je suis persuadé qu'il transformerait la vision qu'ont les Québécois des guerres mondiales (surtout celle de 1939-1945), des deux conscriptions (surtout celle de 1940-1944), de la socialisation et de l'éducation des hommes entre 1914 et 1953 (recul décisif de l'analphabétisme fonctionnel assurément), de leur état physique (ils semblent plus grands d'un ou deux pouces en 1939-1945 par rapport à 1914-1918 et ce malgré les sacrifices alimentaires durant la Crise de 1929), de leur sexualité, toujours débordante mais qui se détache de la reproduction et de la fidélité conjugale, du rôle des anciens combattants dans l'éducation (vital après 1945) et même sur la question de la venue de la Révolution tranquille, que du reste on

devrait faire débiter en 1940 pour toutes sortes de raison : ouverture sur le monde provoqué par les déplacements en masse d'hommes et par la propagande fédérale (oui, elle a des effets bénéfiques non prévus), constatation du retard des Québécois en matière de mœurs électorales, changement dans la sexualité des hommes et des femmes, désobéissance plus facile à la classe des prêtres (car le refus de l'autorité ne conduit pas en enfer, mais en procès sommaire avec peines souvent anodines), opportunité d'éducation même pour les revenus les plus humbles, prise de conscience violente de la subordination non nécessaire et non inéluctable à l'élite anglophone et conviction (il y a là un paradoxe à expliquer⁶) qu'un effort éducatif rapide pourrait renverser le sort à la vue du succès des programmes militaires de formation professionnelle, surtout ceux de l'Armée de terre ; tout cela, à un point tel qu'on peut être convaincu que le mythe du porteur d'eau canadien-français est un archaïsme dès 1940, que l'avènement du « Québécois » vingt ans plus tard n'est qu'un changement d'étiquette pour désigner une refondation spirituelle, morale et intellectuelle en cours dans la profondeur de la société depuis au moins une génération. Pas seulement une génération d'intellectuels.

Dans cette perspective, le Refus global est un épiphénomène qui n'a rien changé, qui n'était même pas nécessaire, et Vatican II n'a pas eu l'importance qu'on lui a attribuée dans le changement de religiosité des Québécois. Et le duplessisme était porteur du germe de sa destruction, ce qui rend l'effondrement rapide de l'Union nationale dans les années 1960 facile à comprendre⁷.

La « science » économique et l'histoire des guerres

Il est rare de trouver des ouvrages utilisant la théorie économique pour analyser les phénomènes militaires, hors la question des dépenses d'armement. Le seul livre qui me vient à l'esprit est le brillant essai de Niall Ferguson sur la Première Guerre mondiale⁸. Mais voici que paraissent deux livres ramenant l'économie au premier plan.

Le premier, le plus satisfaisant, est une solide histoire économique du Troisième Reich. Adam Tooze nous donne enfin une synthèse complète expliquant le paradoxe d'une Allemagne dictatoriale menant une guerre totale mais incapable de mobiliser son économie aussi bien que, par exemple, l'Angleterre. C'est seulement à partir de la toute fin de 1941, après l'échec devant Moscou et l'entrée en guerre des États-Unis, que le processus de planification et de rationalisation commence vraiment, ce qui correspond, comme on le sait, au remplacement de Goering par Speer. Mais Tooze évite de célébrer le brio administratif de Speer (dont l'origine historiographique est Speer lui-même, avec ses Mémoires), montrant que les dysfonctionnements se poursuivent, notamment à cause d'une concurrence

néfaste entre différentes branches de l'appareil nazi (y compris les menées économiques des SS de Himmler). De sorte que l'écart des productions entre belligérants grandit en défaveur des Allemands. Le sursaut de la première moitié 1944, sur lequel Speer a bâti sa réputation, n'a pu être réalisé qu'en exploitant les populations des pays occupés, les prisonniers de guerre et ceux des camps de concentration avec une violence inimaginable, sans jamais approcher les niveaux de productivité américains ni rattraper la production soviétique.

Tooze ne passe pas beaucoup de temps sur l'effet des bombardements stratégiques⁹, mais il confirme, à partir des analyses des historiens de l'air britanniques et américains et de ce qui a survécu des statistiques au ministère de Speer, que c'est la destruction des infrastructures de transport, trains et canaux en particulier, qui a porté le coup fatal à l'économie allemande, privant ainsi de matières premières l'industrie, notamment le charbon. Dans la mesure où les villes abritaient des carrefours de transport, des gares de triage et des écluses, leur destruction se justifiait donc. Mais, insiste Tooze, le sommet en tonnes de bombes larguées sur les villes allemandes est atteint en mars 1945, à un moment où l'économie était déjà paralysée...

Le second livre est plus original mais moins convaincant, beaucoup moins. Ici on a affaire à des économistes, pas à des historiens de l'économie comme Ferguson ou Tooze. Jurgen Brauer et Hubert van Tuyll utilisent des principes connus de la science économique et présumés vrais, principalement le coût d'opportunité, le bénéfice marginal, le principe de substitution, le retour sur l'investissement diminuant, l'effet d'informations asymétriques et des inconnues et la substitution capital/travail pour expliquer des décisions ou des comportements militaires. Encore à la manière des économistes, les deux auteurs présentent six études de cas (et presque une septième avec le terrorisme et une huitième avec les sous-contrats à des firmes privées de sécurité), très diverses et sur une période très longue : le château du bas Moyen Âge, le condottiere comme entrepreneur, la décision d'engager une bataille de Gustave Adolphe à Napoléon, le renseignement durant la guerre de Sécession, le bombardement stratégique de l'Allemagne et la décision française de se doter d'une force de frappe nucléaire.

Le résultat final est extrêmement inégal. Certains de ces objets sont économiques par essence : le château médiéval, le marché du mercenariat à la Renaissance et le bombardement stratégique (où les conclusions des historiens britanniques des années 1950-1960 sont confirmées, les mêmes que celles de Tooze). Mais l'application au processus décisionnel sur le champ de bataille est au mieux superficielle et en fait inutile, et l'analyse sur la force de frappe française passe à côté de la question, c'est-à-dire le prestige national comme facteur (non-économique) de conservation d'une influence importante dans les affaires mondiales.

Les analyses de cas sont sommaires et on peut penser que l'objectif final de nos deux auteurs n'était pas d'avoir le dernier mot. Leur ambition n'est pas d'apporter une contribution définitive, mais plutôt d'insuffler dans la pratique de l'histoire plus de « bon sens ». En effet, puisque les historiens sont d'indécrottables empiristes, cela malgré l'effort théorique des postmodernistes que nos auteurs semblent apprécier, il faut que des économistes montrent la voie de la vraie science historique, qui comme toute vraie science humaine, dont le meilleur exemple est évidemment l'économie, devrait amener à des prédictions sur les comportements. J'écris ceci en mai 2009, à un moment où la science économique sombre dans un pessimisme qu'elle n'aurait pas su entrevoir il n'y a pas trois ans.

Les auteurs vulgarisent donc des notions de la science économique contemporaine qui peuvent avoir leur utilité quand on les applique à des objets qui se prêtent à une telle analyse; mais la généralisation théorique qui s'ensuit ressemble fort à de la foutaise. L'incompréhension est totale, parce que trop d'économistes pensent qu'une science est une science seulement parce qu'elle sait prédire (ce que peuvent faire jusqu'à un certain point les sciences naturelles). J'aime plutôt croire qu'une discipline est scientifique parce que sa méthodologie est rigoureuse.

Autres parutions

Becker, Jean-Jacques et Gerd Krumeich. *La Grande Guerre: une histoire franco-allemande*, Paris, Éditions Tallandier, 2008, 379 p.

La rencontre de deux très grands spécialistes respectés, l'un Français l'autre Allemand, qui ont la bonne idée d'écrire à quatre mains une histoire de 14-18. Le résultat me laisse ambivalent. Le projet d'une vraie histoire comparée est enthousiasmant et, à cet égard, le travail de nos deux auteurs est assez satisfaisant, certainement plus que ces recueils d'actes de colloque où l'histoire comparée est généralement réduite à la juxtaposition d'articles d'auteurs discutant chacun de leur pays d'origine. D'où l'aveu que, étant forcés de s'entendre sur un texte commun, ils s'aperçoivent que les faits bien établis de l'un ne le sont pas pour l'autre et vice versa (p. 11).

Cependant, en à peine plus de 300 pages, il faut énormément synthétiser, avec deux résultats: ou bien les deux auteurs simplifient, ou bien ils ne veulent pas trop le faire. D'un côté, on veut être lu et compris du grand nombre, de l'autre on veut intéresser le spécialiste; le résultat c'est que si on réussit à piquer la curiosité du second, on risque d'ennuyer le premier. On court deux lièvres à la fois.

Ce livre n'est donc pas une somme, mais un essai. Reste un constat final pleinement justifié et assez subversif pour ceux qui trouvent un esprit « européen » bien avant 1914, ou juste après, ceux qui à force d'égaliser

l'expérience des deux côtés des barbelés, la dissolvent dans le bon-ententisme futur. Non, 14-18 ne fut pas un accident de l'histoire, ce ne fut pas une « guerre civile européenne » malheureuse qu'il faut oublier, mais plutôt un affrontement des « peuples de nations totalement différentes et traditionnellement antagonistes » (p. 307). Je serais bien curieux de savoir si cette conclusion a suscité des discussions entre les deux auteurs...

Bouloc, François. *Les profiteurs de guerre 1914-1918*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2008, 386 p.

Issu d'une thèse, ce livre était attendu. Rien n'a autant excité l'ire des journalistes contemporains du premier conflit mondial que la rapacité des entrepreneurs, notamment leurs profits choquants. Cette donnée fut ensuite prise pour argent comptant, y compris dans l'historiographie, de sorte qu'une véritable mythologie du profiteur, née dans la guerre, continue à embrouiller toute la question.

Car c'est bien ainsi que Bouloc approche le sujet dans un premier temps: en faisant table rase du mythe. Il explique notamment que si les profits étaient bel et bien en hausse, la majoration énorme de la taxation a fait de ces profits une source importante de revenus pour l'État français, et lui a donc permis de soutenir l'effort de guerre. D'où deux conclusions majeures: premièrement, « la non-pertinence d'une analyse de la question des profiteurs qui resterait cantonnée au champ du mythe politique », avec une véritable démonologie comparable à une chasse aux sorcières (employant les mêmes procédés et les mêmes métaphores va jusqu'à dire notre auteur); et deuxièmement, la période de guerre se caractérisant par une imposition des bénéfices dans sa durée, « l'historien a donc aussi à travailler sur des faits » lorsqu'il aborde un sujet comme celui des profiteurs de guerre. Bouloc s'interroge donc sur l'acceptation non-critique d'une analyse qui souvent sera qualifiée de populiste, car usant trop d'une théorie du complot facile à gober dans l'opinion publique.

Ce n'est pourtant pas une ode au bon capitalisme, car Bouloc critique aussi la mise en scène d'eux-mêmes à laquelle s'adonnent avec complaisance trop d'entrepreneurs, égalant leur « sacrifice » (économique) aux véritables sacrifices des poilus. Car il y a un troisième aspect: en réaction à la critique, le patronat français, pendant et après le conflit, convoque les experts pour rétablir les faits. Ce faisant, il en vient à dénoncer le populisme de la critique en allant parfois jusqu'à susciter des doutes sur les mécanismes démocratiques. Le rôle des experts (dont les historiens peuvent évidemment être, même si ici on pense d'abord aux économistes) est donc ambigu et, à plusieurs égards, subversif d'institutions qu'en apparence l'on défend. C'est que le discours technocratique piège, de sorte que « ceux qui savent se trompent » en discréditant trop radicalement la « parole populaire » (je paraphrase la conclusion), glissant dans l'antidémocratie.

Une conclusion assez troublante, non dénuée d'ambiguïté elle aussi. Il n'y a pas beaucoup de risque à penser que Boulloc a ici été inspiré par les avatars constitutionnels qu'a connus la Communauté européenne depuis dix ou quinze ans.

Cochet, François. *La Première Guerre mondiale*, Paris, Éditions Le Cavalier Bleu, 126 p. (Idées reçues)

Une sorte de « Que sais-je ? » tout à fait digne des bons titres qu'il y avait dans cette collection de petites monographies écrites par de grands spécialistes en un temps où l'on croyait encore au savoir encyclopédique. Mais le format similaire à la vénérable collection des PUF cache un travail historiographique impressionnant, car, comme l'indique très bien le titre de la collection, on trouve ici une suite de critiques de seize idées reçues, telles « les troupes coloniales ont été sacrifiées », ou les États-Unis ont gagné la guerre pour les Alliés ou les femmes sont mises au travail hors maison pendant la guerre (alors que Cochet explique que ça commence avant 1914 pour la France, et que l'une des principales résistances pendant la guerre, ce sont les syndicats), etc. Pas mal intéressant.

Cochet, François et Rémy Porte (dir.). *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*, Paris, Éditions Robert Laffont, 2008, xi-1121 p.

Ils paraissent rarement, sont souvent gros, parfois dispendieux et malgré tout ils informent peu. Wikipédia leur fait maintenant une implacable concurrence. Celui-ci vient dans une collection qui semble garantir un bon rapport qualité/prix. À première vue, on pourrait penser que des photos auraient constitué une addition bien venue, d'autant qu'il y en a suffisamment qui sont tombés dans le domaine public. Compte tenu des limites économiques, le choix des articles et leur longueur sont plus qu'acceptables.

Tout serait donc presque parfait, mais voilà, il y a des erreurs incompréhensibles, comme dans cet article sur le général Currie, dont on dit qu'il a pris (alors que c'est Byng qui commandait le corps) la crête de Vimy (et non pas « côte ») en 1918 (elle a été prise en 1917). C'est un article de Rémy Porte, qui de toute évidence a trop embrassé, ce faisant n'a pu se documenter correctement ou n'a pas été relu. Pourtant, Wikipédia donne les détails corrects...

Il n'y a pas d'article sur le Québec, mais la crise de la conscription est brièvement expliquée dans l'article « Canada ». Ce serait loufoque si ce n'était pas naïf au point d'être totalement mensonger. Ainsi, il faut comprendre de cet autre article de Porte, car c'est encore lui l'auteur, que les « Canadiens francophones » ne sont plus des citoyens de seconde zone après 1914, que malgré l'opposition des Québécois à la conscription, leurs parlementaires ont revendiqué leur part des combats (dans quel sens?).

La source de cette idée est un article du vénérable *Times* de Londres, citant un certain « D^r Beland », sans accent.

Écrit-on moins de bêtises dans les articles qui ne sont pas sur le Canada ? Je le pense, mais je n'en suis pas certain. Par exemple, sans être complet (mais comment pourrait-il l'être ?), l'article sur les prisonniers de guerre, de F. Cochet, m'a appris bien des choses. Cochet y reprend sa critique de l'approche « culture de guerre » au singulier, et on y trouve aussi une critique, plus limitée et peut-être moins convaincante, du concept de « consentement ». Peu importe, des discussions salutaires.

Il faut donc prendre les directeurs de l'ouvrage au mot lorsqu'ils écrivent qu'il ne s'agit pas là d'un ouvrage définitif (p. xxxviii). Conclusion : dictionnaire utile mais à manipuler avec circonspection.

Fortmann, Michel et Gérard Hervouet (dir.). *Les conflits dans le monde 2008. Rapport annuel sur les conflits internationaux*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 265 p.

Deux politologues québécois intéressés par les « conflits », c'est-à-dire les guerres. Fort bien. Je souhaiterais que les historiens, et pourquoi pas des sociologues, des anthropologues et des psychologues québécois en fassent autant. La violence est un bien bon objet d'études, abondamment documenté et vendeur... Pourquoi ne pas l'étudier ? On pourrait trouver un objet d'études en feuilletant cet annuaire, qui n'en est pas un.

En effet, on trouve ici neuf études sur neuf sujets ayant retenu l'attention pendant l'année (le livre a été publié à la fin de 2008, il faut prendre cela avec un grain de sel ; il faudrait titrer en fait 2007-2008) aux yeux des directeurs de l'ouvrage. La synthèse d'ouverture est suivie de six revues régionales pour se terminer sur un essai sur le contrôle des armements (on y traite de la Corée du Nord, de l'Iran, du TNP). Si j'avais une critique, ce serait à propos de ce dernier article. On aurait pu traiter de ces derniers sujets dans les revues précédentes, ou alors ne pas en parler du tout. Il y a comme un hiatus entre la diplomatie très concrète des pages précédentes et les vœux de désarmement, hiatus qui suscite l'inconfort, ou l'incrédulité, je ne sais. Le désarmement n'est pas un conflit et, en sceptique, j'ai assez peu confiance qu'un TNP futur en prévienne jamais aucun.

À une époque où l'abondance d'information rend presque impossible l'effort de s'informer, seize collaborateurs ont eu la folle idée de tout lire ou presque pour nous. Il faut saluer l'effort de ces fous qui nous rendent la vie plus facile.

Iarocci, Andrew. *Shoestring soldiers: the 1st Canadian Division at war, 1914-1915*, Toronto, University of Toronto Press, viii-362 p.

Une autre histoire de la 1^{ère} Division canadienne et une autre histoire de l'entraînement de la première grande formation canadienne à entrer

en ligne durant la Première Guerre mondiale. À peine moins militaro-militaire que celle de Kenneth Radley (*We lead, others follow*, Vanwell, 2006), elle s'en distingue par un aspect: Iarocci s'intéresse aux débuts, c'est-à-dire à la préparation (très sommaire) avant l'embarquement, à l'entraînement en Angleterre (très pénible à cause d'un hiver anglais particulièrement humique et froid) et à la montée en ligne progressive en France (bien orchestrée, d'abord dans un secteur tranquille, ensuite dans le détestable saillant d'Ypres, où les Canadiens subiront en avril 1915 la première grande attaque au gaz de combat de l'histoire).

Cette focalisation sur la première année présente un énorme avantage: celle de montrer l'incohérence de l'entraînement, pensé en fonction d'offensives en terrain plus ou moins libre d'entraves, alors qu'en réalité, dans cette phase de la guerre, on se tiendra à peu près sur une défensive en tranchées. En s'en tenant à une période plus courte, et peut-être aussi en montrant un meilleur jugement, Iarocci ne commet pas l'erreur de Radley à l'effet que l'apprentissage de la guerre s'est transmis linéairement de la 1^{ère} Division aux trois autres, qui vont la rejoindre plus tard en 1915 et 1916. Car s'il y a un peu de vérité dans la vision linéaire 1-2-3-4, il y a surtout de la fausseté: l'apprentissage ne se faisait pas en suivant l'ordre chronologique d'arrivée au front, ni à travers la seule armée canadienne. Plutôt qu'une ligne, l'apprentissage était une toile, où les Britanniques ont toujours joué un rôle déterminant. En plus, à certains moments, l'armée française aussi, dont l'expérience était synthétisée pour le bénéfice de tous les alliés (les leçons de Verdun viennent tout de suite à l'esprit).

Iarocci n'aurait donc pas dû commettre le péché nationaliste qui entache encore trop souvent les bons travaux universitaires canadiens et parmi les meilleurs. Il n'aurait pas dû, mais il le fait. Alors que toute sa thèse pourrait être interprétée comme une démonstration de la lenteur de l'establishment militaire à tirer les bonnes leçons des premiers combats, Iarocci conclut que l'armée canadienne de 1915 avait tout bien fait ou presque, qu'il ne lui manquait que le bon matériel pour mieux faire. C'est comme un bon drame d'Hollywood: on apprécie jusqu'à ce que ça finisse trop bien. Tout est finalement gâché...

À eux deux, Radley et Iarocci ont à peu près tout dit ce qui pouvait être dit sur la 1^{ère} Division. Il faudra étudier maintenant la 2^e Division, qui s'est cassé la gueule à Saint-Éloi en avril 1916, pour se débarrasser de cette interprétation linéaire et encore trop jovialiste...

Morisset, Denis, en coll. avec Claude Coulombe. *Nous étions invincibles: récit autobiographique*, Québec, Éditions JCL, 2008.

Honnêtement, je n'arrive plus à suivre la vague des autobiographies et autres modes de témoignages personnels. Un autre donc. La vague vient raz-de-marée. Tant mieux. D'ici peu, le corpus de témoignages sera si important.

Ici, l'expérience d'un Québécois dans les forces spéciales. Ça ne passera pas pour de la grande littérature, ni même comme un témoignage vraiment fiable (la mise en dialogue est très problématique). Quelles qu'aient été les intentions de l'auteur, ça exagère le rôle des « commandos » (comme si le cinéma et la télévision ne suffisaient pas) et ça donne une image du métier militaire qui correspond peu à la réalité, même si le début du livre raconte une histoire assez crédible de l'acculturation à la chose militaire.

Au total, l'impression que l'on confie à des cow-boys de précieuses vies humaines est renforcée (et renforcée par une maquette criarde). Espérons qu'en lisant ce livre, ceux qui devraient en savoir beaucoup sur les limites de ce genre d'unités et ont parfois la tentation et le pouvoir d'y recourir seront encouragés à adopter une attitude prudente.

Un livre exemplaire

Dechêne, Louise. *Le peuple, l'État et la guerre au Canada sous le Régime français*, Édition préparée par Hélène Paré, Sylvie Dépatie, Catherine Desbarats et Thomas Wien, Montréal, Les Éditions du Boréal, 2008, 664 p.

Ce livre posthume est l'aboutissement d'une quête exemplaire. Dechêne est décédée en 2000 avant de l'avoir terminé. Heureusement, le manuscrit était assez avancé (sauf la conclusion) pour que ses élèves, ses amis puissent le livrer au public.

Dechêne est assez connue et ses livres précédents sont assez marquants pour qu'on se rappelle. Tant mieux, car exemplaire est aussi la continuité entre *Habitants et marchands* (Plon, 1974), *Le partage des subsistances* (Boréal, 1994) et maintenant *Le peuple*, ses trois principaux livres. Logique d'approche et logique méthodologique.

Logique d'approche, car c'est par l'économie que Dechêne en vient à l'État. L'économie canadienne était perçue comme agricole par l'historiographie ancienne, puis axée sur la fourrure par l'historiographie plus récente. Elle n'est ni l'une ni l'autre, mais les deux à la fois, et autre chose aussi : les pêches bien sûr, un certain commerce, dit triangulaire, et, c'est cela qui compte de plus en plus pour Dechêne, une économie fortement imbriquée aux besoins de l'État et aux intérêts de ses représentants locaux.

Logique de méthode, l'histoire sociale française des années 1950-1960 où Dechêne a trouvé ses modèles, histoire qu'elle a étudiée et pratiquée comme étudiante, mais une histoire sociale qu'elle contribue à faire évoluer vers un univers moins centré sur l'économique ou le socio-économique, devenant plus politique, s'occupant de représentations (titre du premier chapitre) et plutôt militaire. Certains s'en étonneront, mais elle avait bien expliqué dans *Le partage des subsistances* qu'en Canada, l'État est souvent en guerre, et il prélève et distribue les ressources pour alimenter la guerre.

Dans son dernier livre, on parle moins des ressources, beaucoup plus des hommes, donc les troupes en garnison (les troupes de la Marine), les troupes de terre envoyées pour défendre la colonie durant la Guerre de Sept Ans et évidemment de la milice canadienne. Le plan couvre tout le Régime français de Champlain à la Conquête, mais cette dernière occupe à peu près la moitié des pages. Les plus longs développements, et à mon avis les plus significatifs, concernent toutefois « Jean-Baptiste » qui « s'en va-t-en guerre », le titre qu'elle donne à son gros chapitre dix.

Je n'insisterai que sur deux points majeurs, essentiels. Dans une démonstration qui fera date et qu'il serait impossible de résumer ici, Dechêne remet en cause la complaisante historiographie québécoise à propos de la controverse Vaudreuil-Montcalm, expliquant notamment les limites logistiques de la petite guerre de Vaudreuil. Encore plus dérangeant, elle déconstruit littéralement le mythe de la milice canadienne.

On me permettra deux citations pour illustrer ces deux points. À propos de la querelle entre les deux chefs militaires de la colonie, elle explique que Vaudreuil avait un objectif politique personnel qui motivait son discours sur la milice. Rappelons que théoriquement la milice d'Ancien Régime est une obligation militaire universelle pour tous les hommes, mais tempérée du fait que, malgré les ordonnances, l'administration locale ne retient généralement que les hommes jugés utiles, ce qui a pour effet d'exclure les adolescents et les vieillards (p. 114). Cependant « Vaudreuil utilise les relations avec la milice, ainsi que celles avec les Amérindiens d'ailleurs, comme des éléments stratégiques dans le conflit d'autorité qui l'oppose à Montcalm. S'il peut démontrer que la milice représente une force militaire supérieure aux troupes de terre et que cette force lui est entièrement, exclusivement dévouée, il renforce sa position. Notons enfin qu'aucun des mémorialistes de la période ne fait écho à ses propos » (p. 372). C'est dire que la prétention de Vaudreuil ne peut être documentée dans les sources pourtant abondantes. Dechêne dégonfle donc la thèse d'un Vaudreuil supérieur à Montcalm parce que, contrairement au général français, il est né ici, seule raison qui explique que le gouverneur a été intronisé héros par les nationalistes cléricaux des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles et l'est demeuré depuis.

Dechêne balaie ici toute l'historiographie fondée sur Casgrain et Frégault et qui domine toujours au Québec, mais son but est aussi de revenir à l'étude du pouvoir entreprise dans *Le partage des subsistances*. Elle demeure rigoureusement logique d'un livre à l'autre, je le répète. Pouvoir arbitraire, comme le souligne Thomas Wien en avant-propos (p. 20), autant sinon plus qu'en métropole, du fait que les contrôles financiers et judiciaires qui régulent l'arbitraire en France sont trop loin du Canada.

L'étude des subsistances, gérées par le munitionnaire, menait logiquement à l'étude des miliciens qui étaient à la fois producteurs et

consommateurs. Mais justement, pour en venir à la seconde citation, la milice canadienne représente-t-elle une « force militaire supérieure aux troupes de terre » ? Là, Dechêne a de sérieux doutes. Elle explique que la milice ne vaut presque rien tout simplement parce que la plupart des miliciens n'ont jamais appris à se battre : « Contrairement aux historiens qui semblent croire que les aptitudes militaires des Canadiens [des Québécois donc] font partie de leur bagage génétique, les militaires contemporains savaient qu'elles résultent de l'expérience acquise sur le terrain » (p. 378). Et de la qualité et de la fréquence de l'entraînement, comme elle l'explique aussi. Son analyse est fondée sur une impressionnante recension des convocations de miliciens et de leur utilisation de 1666 à 1760, recension condensée dans un immense tableau reproduit en annexe (p. 468-495). Les historiens de la Renaissance savaient cela depuis longtemps, mais au Québec on refuse cette réalité pourtant évidente (et l'erreur est répétée pour 1812-1814, 1837-1838, 1869-1870 et 1885). Il faudra maintenant tenir compte de Dechêne.

Cette remarque sur l'inefficacité des miliciens m'amène à la seule critique qu'on peut faire à Dechêne et aux éditeurs de son manuscrit. Dechêne ne cite à peu près pas l'historiographie militaire récente et elle connaît mal l'approche popularisée en Grande-Bretagne par John Keegan. De celui-ci, elle mentionne *A history of warfare* (note 130, chapitre IX), un livre tardif, beaucoup moins pertinent pour son sujet que *The face of battle*, paru en 1976. C'est embêtant, car elle a raté une occasion de gagner du temps en lisant les émules de Keegan, dont plusieurs historiens canadiens-anglais.

Au fond, ma critique est mineure et peut-être injuste, car Louise Dechêne connaissait si bien les sources, avait un talent analytique si développé, et un esprit critique qui ne s'aveuglait jamais, qu'elle est parvenue par la seule force de sa volonté à des conclusions qu'il sera difficile de réfuter, et pour longtemps.

Je ne saurais trop recommander ce livre.

Un article

Je signale finalement la parution d'un article sur l'expérience amérindienne en 14-18 par le plus grand historien militaire du pays, article publié dans une revue savante française :

Morton, Desmond. « Les Canadiens indigènes engagés dans la Première Guerre mondiale », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 230, 2008, p. 37-49.

Morton participe ici à un dossier thématique sur les troupes « indigènes », c'est-à-dire surtout les troupes issues de l'empire colonial français.

Notes et références

1. Jean-Pierre Leleu, *La Waffen-SS, soldats politiques en guerre*, Paris, Perrin, 2007, p. iii.
2. *Ibid.*, p. ii. Leleu n'est pas tendre pour les historiens qui se sont penchés sur les crimes de guerre perpétrés par les hommes de la Waffen-SS, qui « se sont laissés submerger par l'émotion », et dont finalement l'effort est le plus souvent de peu d'utilité.
3. *Ibid.*, p. v.
4. Ce qui permet de répondre à une question embêtante : « Comment expliquer qu'une organisation à l'idéologie foncièrement raciste et xénophobe se soit ouverte à tant de peuples différents, jusqu'à faire croire, après la guerre, qu'elle avait préfiguré l'armée européenne que certains dirigeants politiques occidentaux appelaient alors de leurs vœux ? » (*ibid.*, p. ii).
5. Notons toutefois que ce choix représente une prime pour l'historien canadien, car Leleu cite le cas de divisions SS ayant combattu en Normandie, y compris contre des formations canadiennes.
6. Au plan individuel, il y aurait beaucoup à dire sur les cas de René Lévesque, Jacques Ferron et Pierre Bourgault à l'armée, et pas d'une manière simpliste – l'armée d'Anglais comme repoussoir – mais comme une révélation que le monde est vaste et que la société peut être transformée si on s'organise bien. Mais les réactions connues de ces trois intellectuels sont à multiplier par 200 000, 300 000...
7. J'ai exposé certaines idées de ce paragraphe dans des communications et conférences en 2006, 2007 et 2008. D'autres me viennent de conversations avec mes collègues du ministère, Serge Bernier, John MacFarlane et Jean Morin, que je remercie ici.
8. *The pity of war: explaining World War I*, New York, Basic Books, 1999 (1998), xliii-563 p. Essai parce que, parmi une foule de propositions convaincantes, on trouve beaucoup de provocation, principalement que l'Angleterre aurait dû éviter de s'engager, même au risque d'une Europe germanifiée, ce qui aurait en outre accéléré le processus d'unification européenne. En conséquence, la guerre aurait été moins meurtrière, il n'y aurait pas eu de révolution en Russie, ou pas aussi radicale, et pas de Deuxième Guerre mondiale ! Dans cette perspective, la Première Guerre mondiale est le résultat des mauvais calculs de la diplomatie britannique ! Le premier chapitre s'intitule « Les mythes du militarisme », où Ferguson tente de montrer que le militarisme est en recul dans toute l'Europe avant 1914, ce qui est probablement vrai mais n'explique rien. Ces thèses indéfendables reviennent en conclusion. Elles encadrent le noyau central du livre, où l'analyse économique sert à comprendre les champs de bataille, le financement de la guerre, les réactions des théoriciens militaires à l'impasse causée par la guerre des tranchées et les motivations à la reddition (le chapitre le plus original), et là Ferguson peut être suivi.
9. Adam Tooze, *The wages and destruction: the making and the breaking of the nazi economy*, Londres, Penguin Books, 2007 (2006), p. 648-655.